

261491-2026 - Wettbewerb

Frankreich – Bewachungsdienste – Prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage, de sûreté aéroportuaire, de sécurité incendie, d'assistance et de secours à personnes, de protection des personnes et des biens et de protection de l'environnement.

OJ S 74/2026 16/04/2026

Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: MINARM / EMA / SCA / PFC Sud

E-Mail: pfc-sud-gard.ach.fct@intradef.gouv.fr

Rechtsform des Erwerbers: Zentrale Regierungsbehörde

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: Prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage, de sûreté aéroportuaire, de sécurité incendie, d'assistance et de secours à personnes, de protection des personnes et des biens et de protection de l'environnement.

Beschreibung: Prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage, de sûreté aéroportuaire, de sécurité incendie, d'assistance et de secours à personnes, de protection des personnes et des biens et de protection de l'environnement. Le projet de marché implique les activités principales suivantes : a) Les prestations continues : Fonction coordination : coordination des différentes fonctions et domaines du marché. Poste technique n°1 : Domaine sécurité défense : prestations permanentes de sécurité défense (accueil sécuritaire, filtrage et contrôle des accès, vidéosurveillance et veille système d'alarme, surveillance et gardiennage de sites, traitement des incidents, levée de doute, accompagnement et surveillance) ; Poste technique n°3 : Domaine sécurité incendie : prestations permanentes de sécurité incendie (levée de doute, lutte contre l'incendie en milieu industriel, lutte contre l'incendie des aéronefs, assistance et secours à personnes, protection de l'environnement et la lutte contre la pollution, surveillance incendie, gestion des alertes, contrôle des autorisations de travaux par point chaud, vérification et le suivi des moyens de secours, sécurisation des essais et installations techniques, exercices et manœuvres. b) Les prestations ponctuelles : Poste technique 2 : Domaine sécurité défense : activités listées supra réalisées au fur et à mesure des besoins par émission de bons de commande lors notamment d'opérations de renfort, de manifestations particulières, d'événements exceptionnels ou particuliers. Poste technique 4 : Domaine sécurité incendie : sensibilisation à la mise en œuvre d'extincteurs, renflouement de ballastière ainsi que les activités listées supra réalisées au fur et à mesure des besoins par émission de bons de commande lors notamment d'opérations de renfort, de manifestations particulières, d'événements exceptionnels ou particuliers. Les prestations sont constituées en trois postes : - Poste 1 : prestations continues qui incluent les postes techniques (PT) PT 1 et PT 3 ainsi que la fonction coordination ; - Poste 2 : prestations activables « à la demande » (prestations ponctuelles) par l'émission de bons de commandes d'après le bordereau de prix unitaires (annexe financière à l'acte d'engagement) qui incluent PT 2 et PT 4 ; - Poste 3 :

poste provision pour aléas à bons de commande d'après éléments de prix fixé à 5 % du montant des prestations continues. Les documents de la consultation (phase candidature) sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (Référence de la consultation sur la PLACE : DAF_2025_001193) La réponse électronique est obligatoire pour l'ensemble des candidats. Seuls les candidats disposant des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes, d'une habilitation de niveau secret (ou très secret) et qui auront été sélectionnés (cf. articles 6.7.2 et 6.7.3 du règlement de la consultation (RC)) seront autorisés à déposer une offre. Préalablement à l'établissement des offres et afin de permettre aux candidats sélectionnés d'apprécier les contraintes liées à l'objet du marché, une visite des lieux devra impérativement être effectuée. Pour ce faire, les opérateurs économiques dont la candidature aura été déclarée admissible et retenue par le pouvoir adjudicateur seront invités via le site de la PLACE à prendre contact avec le correspondant du site. Les candidats et les soumissionnaires ainsi que leurs éventuels sous-traitants et/ou cotraitants feront l'objet d'un contrôle primaire de la personne morale diligenté par la PFC SUD auprès du service enquêteur compétent. Le résultat de ce contrôle devra être « sans réserve ». Les candidats et soumissionnaires ne disposant pas d'un tel avis seront exclus et ne pourront pas continuer à participer à la consultation, ni être attributaires de l'accord-cadre.

Kennung des Verfahrens: 85131098-3ede-4102-aa83-a8e8c041f699

Interne Kennung: DAF_2025_001193

Verfahrensart: Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung eines Aufrufs zum Wettbewerb/Verhandlungsverfahren

Das Verfahren wird beschleunigt: nein

Zentrale Elemente des Verfahrens: La procédure de consultation retenue pour la passation de l'accord-cadre est la procédure avec négociation selon les dispositions des articles, R2324-3, R2342-9 à R2342-11 du code de la commande publique (CCP). Elle se déroule en deux phases : Phase 1 Candidature : Avis d'appel public à la concurrence (AAPC) complété du présent document et ses annexes afin de procéder à l'admission et la sélection des candidatures au projet d'accord-cadre. / Phase 2 Offre : Invitation des candidats sélectionnés à participer afin de déposer les offres relatives aux besoins exprimés par le Ministère des Armées (MINARM) et sélection de l'offre économique-ment la plus avantageuse appréciée au regard des critères de sélection des offres fixés à l'article 7.6.1 du présent règlement.

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 79713000 Bewachungsdienste

2.1.2. Erfüllungsort

Land: Frankreich

Ort im betreffenden Land

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: Les candidats seront admis et sélectionnés à participer à la phase 2 dans les conditions fixées aux articles 6.7.2 et 6.7.3 du règlement de la consultation DAF_2025_001193. La deuxième phase de la procédure donnera lieu à la passation d'un accord-cadre négocié mono-attributaire qui s'exécute pour partie sous la forme de « prestations continues » et pour partie sous la forme de prestations activables « à la demande » (prestations ponctuelles) par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions de l'article R2362-8 du CCP.

Rechtsgrundlage:

2.1.6. **Ausschlussgründe**

Quellen der Ausschlussgründe: Auftragsunterlagen

5. Los

5.1. **Los: LOT-0001**

Titel: Prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage, de sûreté aéroportuaire, de sécurité incendie, d'assistance et de secours à personnes, de protection des personnes et des biens et de protection de l'environnement.

Beschreibung: Prestations d'accueil sécuritaire, de filtrage, de contrôle d'accès, de surveillance et de gardiennage, de sûreté aéroportuaire, de sécurité incendie, d'assistance et de secours à personnes, de protection des personnes et des biens et de protection de l'environnement. Les documents de la consultation (phase candidature) sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (Référence de la consultation sur la PLACE : DAF_2025_001193) La réponse électronique est obligatoire pour l'ensemble des candidats. Seuls les candidats disposant des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes, d'une habilitation de niveau secret (ou très secret) et qui auront été sélectionnés (cf. articles 6.7.2 et 6.7.3) seront autorisés à déposer une offre.

Préalablement à l'établissement des offres et afin de permettre aux candidats sélectionnés d'apprécier les contraintes liées à l'objet du marché, une visite des lieux devra impérativement être effectuée. Pour ce faire, les opérateurs économiques dont la candidature aura été déclarée admissible et retenue par le pouvoir adjudicateur seront invités via le site de la PLACE à prendre contact avec le correspondant du site. Les candidats et les soumissionnaires ainsi que leurs éventuels sous-traitants et/ou cotraitants feront l'objet d'un contrôle primaire de la personne morale diligenté par la PFC SUD auprès du service enquêteur compétent. Le résultat de ce contrôle devra être « sans réserve ». Les candidats et soumissionnaires ne disposant pas d'un tel avis seront exclus et ne pourront pas continuer à participer à la consultation, ni être attributaires de l'accord-cadre.

Interne Kennung: DAF_2025_001193

5.1.1. **Zweck**

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 79713000 Bewachungsdienste

5.1.2. **Erfüllungsort**

Land, Gliederung (NUTS): Haute-Garonne (FRJ23)

Land: Frankreich

Zusätzliche Informationen: L'accord-cadre est passée pour une durée initiale de trente-six (36) mois à compter de la date de début d'exécution fixée dans la lettre de notification de l'accord-cadre. A titre indicatif, l'administration souhaite que les prestations continues débutent le 1er avril 2027. L'accord-cadre est ensuite reconductible tacitement à date anniversaire de début d'exécution, trois (3) fois pour des périodes similaires de douze (12) mois.

5.1.3. **Geschätzte Dauer**

Datum des Beginns: 01/04/2027

Enddatum der Laufzeit: 31/03/2033

5.1.4. Verlängerung

Maximale Verlängerungen: 3

Weitere Informationen zur Verlängerung: so

5.1.5. Wert

Höchstwert der Rahmenvereinbarung: 15 984 000,00 EUR

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

Zusätzliche Informationen: L'accord-cadre est conclu pour un montant minimum qui sera égal au volume des prestations continues définies au marché et pour un montant maximum de 15 984 000,00 € HT sur la durée totale du marché. Règles et critères objectifs de participation:

Conditions d'admission des candidatures - Capacité économique et financière : Afin de mener à bien l'accord-cadre et de garantir sa bonne exécution financière, le chiffre d'affaires (CA) HT du dernier exercice clos du candidat ne devra pas être inférieur au seuil de 4 200 000,00 € HT. Nota : afin de ne pas restreindre l'accès à l'accord-cadre, d'entreprises de création récente, celles-ci auront la possibilité d'apporter la preuve de leur capacité financière par la production d'une déclaration de banque - Capacité technique et professionnelle La détention d'une autorisation administrative d'exercer l'activité de gardiennage en cours de validité, délivrée par le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) des candidats (société et son dirigeant) est exigée. Une habilitation de niveau « SECRET » (ou « très secret ») en cours de validité est exigée. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, l'habilitation doit être jointe pour chaque cotraitant. En cas de sous-traitance, l'habilitation des entreprises sous-traitantes est également requise. Leurs références et leurs déclarations doivent démontrer les capacités techniques et professionnelles des candidats d'exécuter les prestations relevant des postes techniques suivants du projet d'accord-cadre : - Poste technique n°1 : Domaine sécurité défense : accueil sécuritaire ; filtrage et contrôle des accès ; vidéosurveillance et veille système d'alarme ; surveillance et gardiennage de sites ; levée de doute. - Poste technique n°2 : Domaine sécurité incendie : levée de doute ; lutte contre l'incendie en milieu industriel ; lutte contre l'incendie des aéronefs ; assistance et secours à personnes ; protection de l'environnement et la lutte contre la pollution ; surveillance incendie. Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités techniques et professionnelles suffisantes demandées sont éliminées. Critères de sélection des candidatures Les candidats disposant des capacités minimales sont départagés au regard des critères de sélection de candidatures pondérés par référence aux capacités professionnelles et techniques. Au terme du classement, le pouvoir adjudicateur pourra retenir les quatre (4) meilleurs candidats sous réserve d'un nombre de candidature suffisant. Les candidats classés en cinquième position et suivants sont éliminés (se référer à l'article 6.7 conditions d'admission à la seconde phase de la procédure du RC n° DAF_2025_001193) Autres informations : L'heure limite de réception des offres et de demande d'informations complémentaires est fixée à 16h00. Les données renseignées aux champs BT-113 et BT-765-Lot Nombre maximum de participants à l'accord-cadre et accord cadre avec remise en concurrence constituent des données techniques qui n'ont aucune valeur juridique. Les critères de sélection des offres sont renseignés dans le RC n° DAF_2025_001193.

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Auswahlkriterien: Auftragsunterlagen

Informationen über die zweite Phase eines zweiphasigen Verfahrens:

Höchstzahl der zur zweiten Phase des Verfahrens einzuladenden Bewerber: 4

5.1.10. Zuschlagskriterien

Kriterium:

Bezeichnung: les critères d'attribution sont renseignés à l'article 7.6 "critères de sélection des offres et choix de l'offre retenue" du règlement de la consultation (RC) n° DAF_2025_001193

Beschreibung der anzuwendenden Methode, wenn die Gewichtung nicht durch Kriterien ausgedrückt werden kann: Se référer au RC

5.1.11. Auftragsunterlagen

Frist für die Anforderung zusätzlicher Informationen: 08/05/2026 16:00:00 (UTC+00:00)

Westeuropäische Zeit, GMT

Internetadresse der Auftragsunterlagen: <https://marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Verfahrensbedingungen:

Sicherheitsüberprüfung ist erforderlich

Beschreibung: se référer au règlement de la consultation n° DAF_2025_001193

Bedingungen für die Einreichung:

Obligatorische Angabe der Vergabe von Unteraufträgen: Keine Angabe der Vergabe von Unteraufträgen

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Varianten: Nicht zulässig

Frist für den Eingang der Teilnahmeanträge: 18/05/2026 16:00:00 (UTC+00:00)

Westeuropäische Zeit, GMT

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Bedingungen für die Ausführung des Auftrags: L'accord-cadre est régi par les règles appliquées aux Marchés avec Accès à des Informations et Supports Classifiés (ISC) et aux contrats sensibles. Les candidats sont informés que l'accord-cadre nécessite un contrôle primaire de tous les personnels dont le résultat devra être « sans objection » et d'une habilitation au niveau « Secret ».

Finanzielle Vereinbarung: Budget MINARM

Vergabe von Unteraufträgen:

Es gilt keine Verpflichtung zur Vergabe von Unteraufträgen.

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Rahmenvereinbarung mit erneutem Aufruf zum Wettbewerb

Höchstzahl der Teilnehmer: 100

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Schlichtungsstelle: Tribunal administratif de Toulon

Überprüfungsstelle: MINARM/EMA/SCA/PFC SUD/Bureau expertise juridique

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt: MINARM / EMA / SCA / PFC Sud

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt: MINARM / EMA / SCA / PFC Sud

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: MINARM / EMA / SCA / PFC Sud

Registrierungsnummer: 13001537300017

Abteilung: 83

Stadt: Toulon

Postleitzahl: 83000

Land, Gliederung (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankreich

Kontaktperson: Division Achats Publics - section Gardiennage

E-Mail: pfc-sud-gard.ach.fct@intradef.gouv.fr

Telefon: +33 4 22 42 28 78

Internetadresse: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Endpunkt für den Informationsaustausch (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Profil des Erwerbers: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: MINARM/EMA/SCA/PFC SUD/Bureau expertise juridique

Registrierungsnummer: 13001537300017

Abteilung: 83

Postanschrift: BCRM Toulon BP 42

Stadt: Toulon Cedex 9

Postleitzahl: 83800

Land, Gliederung (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankreich

Kontaktperson: Bureau expertise juridique

E-Mail: olivier.delvaux@intradef.gouv.fr

Telefon: +33 4 22 43 59 21

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt

8.1. ORG-0003

Offizielle Bezeichnung: Tribunal administratif de Toulon

Registrierungsnummer: 13000525900010

Abteilung: 83

Stadt: Toulon

Postleitzahl: 83000

Land, Gliederung (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankreich

E-Mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telefon: +33 4 94 42 79 89

Rollen dieser Organisation:

Schlichtungsstelle

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 8eb5083d-e470-43e1-9e80-fc2df746e101 - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Unterart der Bekanntmachung: 18

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 15/04/2026 08:50:45 (UTC+00:00)

Westeuropäische Zeit, GMT

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 261491-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 74/2026

Datum der Veröffentlichung: 16/04/2026